

**Dekra Industrial SAS – Audit & Conseil QHSE,
IDF/CENTRE/NORMANDIE**

Rue Raymond Aron
76130 Mont-Saint-Aignan

BRAY COMPOST

2 rue de la Goulée, 76210 LUCY



DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT

-

RUBRIQUE 2780-3

Affaire suivie par : Héloïse MILLOUR P. : +33(0)6 23 66 65 29	Date de rédaction : 14/11/2022
	Référence DEKRA : 53813994
	Version initiale

FICHE D'IDENTIFICATION DEKRA

HISTORIQUE DES EVOLUTIONS		
Version	Date	Nature de l'évolution / Modification
1	14/11/2022	Version initiale

Ce document a été réalisé avec le concours de la société :

DEKRA INDUSTRIAL RUE RAYMOND ARON 76130 MONT-SAINT-AIGNAN
--

Rédacteurs :

Héloïse MILLOUR
Consultante HSE
E-mail : heloise.millour@dekra.com

Pour le compte de la société :

BRAY COMPOST 2 rue de la Goulée 76270 LUCY

Sous la responsabilité de :

Christophe VIEUXBLED,
bray.compost@orange.fr

SOMMAIRE

1. IDENTITE DU DEMANDEUR	4
2. OBJET DE LA DEMANDE	4
3. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT	6
3.1 IMPLANTATION	6
3.2 SITUATION VIS-A-VIS DU PLAN LOCAL D'URBANISME	6
4. DESCRIPTION DE L'INSTALLATION CLASSEE	6
5. CAPACITE TECHNIQUES ET FINANCIERES	8
6. INCIDENCES NOTABLES SUR L'ENVIRONNEMENT.....	9
7. PARC, RESERVES ET SITES NATURA 2000	9
8. PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES TERRITORIAUX.....	9
9. CONDITIONS DE REMISE EN ETAT DU SITE	9
10. EXAMEN DE LA CONFORMITE DES ACTIVITES ENREGISTREES	10
11. DEMANDE DE DEROGATION	10

1. IDENTITE DU DEMANDEUR

Raison sociale BRAY COMPOST

Forme juridique SARL

Adresse 2 rue de la Goulée
76270 LUCY

Téléphone 02.35.93.86.19

N° SIRET 44815794100015

Code APE Activités de soutien aux cultures (0161Z)

2. OBJET DE LA DEMANDE

La société BRAY COMPOST, dirigée par Messieurs Christophe et Frédéric Vieuxbled, exploitants agricoles, exploite une installation de compostage de déchets sur la commune de Lucy (76).

Cette plateforme de compostage a été mise en service en 2003 suite à une forte demande depuis 2001 des collectivités locales et un besoin accru de compost de la part de l'exploitation agricole tenue par Messieurs Vieuxbled et des autres agriculteurs du secteur.

A cette époque, aucune installation de compostage n'était implantée dans le Nord de la Seine-Maritime. Les déchets pouvaient donc parcourir plus de 100 km depuis les déchèteries du secteur pour rejoindre des centres de compostage.

La plateforme est actuellement classée à déclaration sous la rubrique 2170 avec 30 tonnes de déchets compostés par jour.

Au regard du type de déchets compostés projetés par la société (déchets verts, biodéchets et sédiments résiduels des installations de traitement des eaux usées), l'installation relève désormais du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2780-3 de la nomenclature des ICPE.

La situation administrative prévisionnelle sera la suivante :

N° Rubrique ICPE	Intitulé	Installations concernées	Classement
2780	Installations de compostage de déchets non dangereux ou matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation 3. Compostage d'autres déchets a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j (A) b) La quantité de matières traitées étant inférieure à 75 t/j (E)	Capacité de compostage maximale : 60 t/j	E

Selon la note interprétative IR_nom_27xx.V1 du 25/04/2017 établie par le ministère, l'installation est bien à classer dans la 2780-3, les déchets étant de natures diverses.

Le site n'est pas et ne sera pas soumis à d'autres rubriques ICPE.

Dans une démarche de mise en conformité à la réglementation en vigueur, la société BRAY COMPOST a donc fait appel à DEKRA pour l'établissement d'un dossier de demande d'enregistrement au titre de la rubrique 2780-3 - Installation de compostage de déchets non dangereux ou matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation.

Le présent dossier permet de démontrer que l'installation classée est implantée dans le respect des règles générales et prescriptions techniques qui lui sont applicables.

La présente demande d'enregistrement comprend les pièces listées dans le Guide de préparation de la téléprocédure de demande d'enregistrement du 11/04/2022.

3. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

3.1 IMPLANTATION

Parcelle Section AB – Parcelle 009

Surface de la parcelle 25 824 m²

Emprise de l'installation existante 7000 m²

L'implantation du site est indiquée grâce à :

- Une carte au 1/25 000 indiquant l'emplacement de l'installation (**PJ n°18**),
- Un plan à l'échelle de 1/2500 des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres, indiquant l'affectation des constructions et terrains avoisinants (**PJ n°19**),
- Un plan de masse à l'échelle de 1/600 (échelle réduite) caractérisant les différentes surfaces du terrain (**PJ n°20**).

3.2 SITUATION VIS-A-VIS DU PLAN LOCAL D'URBANISME

La compatibilité au Plan Local d'Urbanisme des installations est vérifiée dans la **PJ n°4**.

4. DESCRIPTION DE L'INSTALLATION CLASSEE

La plateforme de compostage est implantée sur l'exploitation agricole des deux associés, sur une dalle étanche divisée en plusieurs zones, comme indiqué sur le schéma ci-dessous.

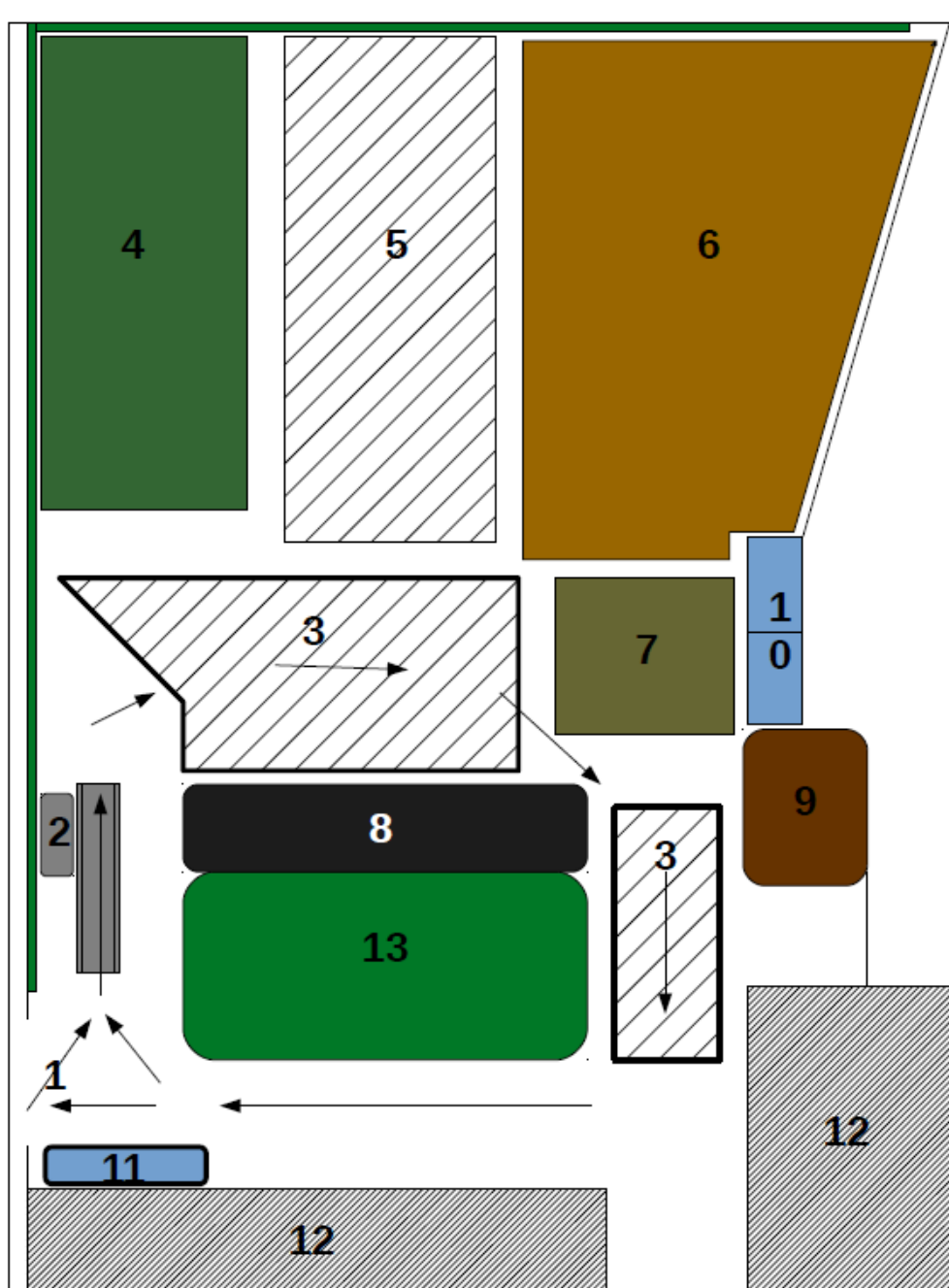


Schéma d'implantation de la plateforme de compostage

Légende :

- 1 : Entrée/sortie du site.
- 2 : Pont bascule.
- 3 : Zones de manœuvre des poids lourds.
- 4 : Emplacement du tas de déchet vert.
- 5 : Zone de broyage/criblage.
- 6 : Emplacement de compost non criblé (zones de fermentation et de maturation)
- 7 : Emplacement de refus de criblage.
- 8 : Emplacement du compost fini.

9 : Emplacement du bois brut.

10 : Bassins de récupération du lixiviat.

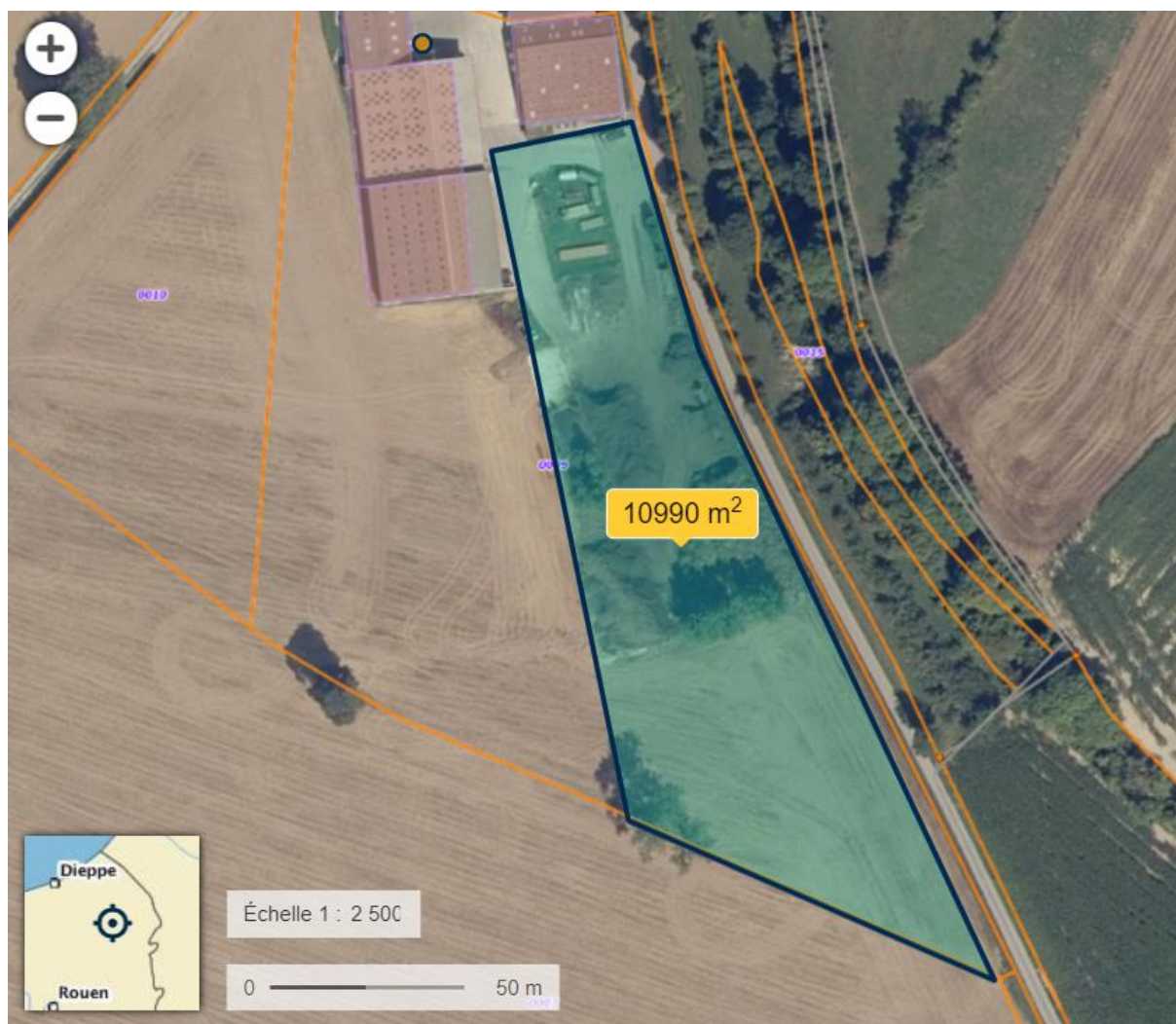
11 : Réserve incendie.

12 : Bâtiments de stockage et atelier (hors périmètre Bray Compost)

13 : Espace vert.

L'exploitant envisage, en fonction de l'évolution des tonnages de déchets entrants, de procéder à l'extension de la plateforme de compostage existante.

Cette extension se fera dans le prolongement de la dalle existante, dans l'emprise parcellaire de BRAY COMPOST. La surface maximale de la plateforme pourra atteindre les 11 000 m² environ.



Implantation de la plateforme de compostage avec extension projetée

5. CAPACITE TECHNIQUES ET FINANCIERES

La description des capacités techniques et financières fait l'objet de la **PJ n°11**.

6. INCIDENCES NOTABLES SUR L'ENVIRONNEMENT

L'incidence potentielle de l'activité du site sur les ressources, le milieu naturel, le patrimoine et les risques, nuisances, émissions, déchets engendrées sont décrits en **PJ n°8**.

7. PARC, RESERVES ET SITES NATURA 2000

La localisation des zones naturelles remarquables de la zone d'étude (ZNIEFF I et II, Natura 2000, ZICO, parcs régionaux / nationaux, ...) vis-à-vis du site est indiquée en **PJ n°8**.

Le site n'étant pas situé dans une zone Natura 2000, une évaluation des incidences Natura 2000 n'est pas nécessaire.

8. PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES TERRITORIAUX

La compatibilité de l'activité du site avec les plans et schémas directeurs pour la gestion de l'eau et des déchets est évaluée dans la **PJ n°15**.

9. CONDITIONS DE REMISE EN ETAT DU SITE

En cas de cessation d'activité, les propositions de l'exploitant sont listées en **PJ n°12**. Ces propositions ont été validées par l'adjoint au maire de la commune et la commune de Lucy.

10. EXAMEN DE LA CONFORMITE DES ACTIVITES ENREGISTREES

Dans la configuration projetée, le site BRAY COMPOST sera classé pour la protection de l'environnement sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2780-3.

Les dispositions réglementaires applicables sont les suivantes :

- Arrêté du 20/04/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2780 ;

La justification de conformité à l'arrêté de prescriptions générales correspondant à la rubrique ICPE dont l'installation relève constitue la pièce principale du dossier : **cf. PJ n°2.**

Pour chaque prescription principale (hors prescriptions n'étant pas de nature à nécessiter des justifications comme la tenue à jour de certains documents / consignes d'exploitation, la réalisation de vérification périodiques, ...) sont explicités et commentés les choix techniques mis en œuvre pour respecter les prescriptions. Il ne s'agit pas d'un simple engagement de l'exploitant à respecter les prescriptions réglementaires, mais bien d'éléments techniques montrant que les prescriptions sont respectées.

11. DEMANDE DE DEROGATION

Les demandes d'aménagement aux prescriptions générales applicables sont présentées dans la **PJ n°3.**